

L'INDUSTRIE

LES MESURES NÉCESSAIRES POUR ACCROÎTRE LA PRODUCTIVITÉ

L'hon. George Hees (Northumberland): Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Étant donné que la productivité industrielle, définie, comme le ministre de le sait, par la production par travailleur et par heure, a augmenté en moyenne de 3.8 p. 100 par an depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et étant donné que les services mêmes du ministre prévoient pour cette année une baisse de près de 2 p. 100 de cette productivité—ce qui explique la montée des coûts et des prix de vente cette année ainsi que nos difficultés d'exportation et les progrès de la récession actuelle—est-ce que le ministre peut informer la Chambre des mesures que son ministère et lui-même prennent pour faire monter la productivité et pour empêcher cette situation très grave d'empirer davantage?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Madame le Président, l'amélioration de la productivité résulte de la collaboration entre l'entreprise privée, les travailleurs et les deux paliers de gouvernement. Nous travaillons en vue d'améliorer les mécanismes de consultation et cherchons aussi à mettre en œuvre des programmes, tant dans mon ministère que dans d'autres, pour assurer l'aide nécessaire au renouvellement et à la modernisation de l'équipement industriel. Tout cela a pour but d'atteindre le niveau de productivité—et je suis heureux de constater que mon honorable ami en convient—dont le pays a besoin.

M. Hees: Madame le Président, le ministre a répondu en termes si vagues que sa réponse, en fait, n'en est pas une. Est-ce que ses services et lui-même ont envisagé d'offrir des primes directement proportionnelles à l'augmentation de productivité réalisée afin de donner à l'industrie un stimulant réel dans ce domaine et d'améliorer la situation dans les plus brefs délais?

M. Gray: Madame le Président, nous avons passé en revue diverses initiatives possibles, y compris des mesures semblables à celles que le député propose. En ce qui concerne les décisions officielles qui seront prises, j'espère que mon honorable ami sera présent dans les mois à venir, car il accueillera avec satisfaction sans doute l'annonce des mesures qui seront adoptées et des réalisations qui en découleront.

* * *

● (1450)

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LES PEINES PLUS SÉVÈRES POUR POSSESSION ILLÉGALE DE MÉDICAMENTS

M. Peter Lang (Kitchener): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Comme une enquête sur le décès d'une femme de Toronto survenu à la suite de l'absorption d'une quantité excessive de drogue a révélé qu'un contrôle plus strict des médicaments dangereux

Questions orales

s'imposait, et que le jury qui a procédé à cette enquête a recommandé notamment de changer les peines prévues pour l'obtention d'une ordonnance de médicaments narcotiques de plusieurs médecins en même temps en délit punissable sur déclaration sommaire de culpabilité, le ministre peut-il nous assurer qu'on va modifier la loi sur les aliments et drogues et la loi sur les stupéfiants, afin qu'il soit plus difficile d'obtenir des médicaments dangereux et pour imposer des peines plus sévères à ceux qui obtiennent ces médicaments illégalement?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre de la Justice et ministre d'État chargé du Développement social): Madame le Président, je prends bonne note de la recommandation de l'honorable député. Dans la révision de la loi, nous allons tenir compte de ses instances.

* * *

[Traduction]

LE BUDGET

ON DEMANDE SI LES AVANTAGES ACCORDÉS AUX TRAVAILLEURS DU NORD SERONT EXEMPTS D'IMPÔT

M. F. Oberle (Prince George-Peace River): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Il n'ignore pas que les grosses sociétés du gouvernement implantées dans le nord des provinces et dans les territoires ont pour règle d'accorder des avantages spéciaux à leurs employés pour les attirer dans ces régions isolées, et que la loi de l'impôt sur le revenu ne prévoit aucune exemption pour les avantages en question. Le ministre peut-il nous préciser aujourd'hui s'il a l'intention d'en parler demain soir dans son budget? Compte-il présenter un bill qui modifiera la loi de l'impôt sur le revenu, afin que les travailleurs du Nord puissent toucher ces avantages sans être imposés?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, je comprends les instances du député, mais pour le moment, je ne peux pas dire ce que contiendra mon exposé budgétaire sans être accusé de commettre des fuites.

M. Oberle: Madame le Président, il faudrait vraiment un projet de loi. Je demande au ministre si le gouvernement a l'intention d'en présenter un. Aura-t-il au moins la décence de s'engager aujourd'hui à ce que l'ordonnance de détaxe en vigueur depuis les élections de mai sera prolongée au-delà de la présente année financière, afin de dissiper les inquiétudes et les angoisses des travailleurs du Nord, et à ce que le gouvernement ne profite pas du coût élevé de la vie auquel les travailleurs du Nord doivent faire face à cause de leur situation géographique et de leur isolement?

M. MacEachen: Madame le Président, si le député et moi-même pensons à la disposition concernant les allocations accordées aux travailleurs du Nord...

M. Nielsen: Seulement jusqu'à avril.